

**LES EFFORTS  
DIPLOMATIQUES POUR UN  
CESSEZ-LE-FEU À GHAZA  
SE POURSUIVENT**

**«Le cadre général  
d'un accord a été  
déterminé», selon  
Tony Blair**

Les efforts diplomatiques se poursuivent pour obtenir «un cessez-le-feu» entre le Hamas et l'armée israélienne qui s'est lancée, depuis seize jours, dans une opération militaire génocidaire contre le peuple palestinien sur la bande de Ghaza. Le cadre général d'un accord de cessez-le-feu a été déterminé, a déclaré lundi 12 janvier au Caire (Egypte) l'émissaire du quartette pour le Proche-Orient, Tony Blair.

L'ancien Premier ministre britannique, Tony Blair, a indiqué après une entrevue organisée avec le président égyptien Hosni Moubarak, que «le cadre général d'un accord de cessez-le-feu dans la bande de Ghaza a été déterminé et les efforts en cours visent à régler les détails de cet accord», a rapporté l'AFP. Selon lui, les discussions étaient dans une «phase sensible.»

«Les éléments d'un accord de cessez-le-feu immédiat sont là. Je pense qu'on y travaille maintenant très intensément dans les détails», a-t-il dit aux journalistes. Les détails dont parle l'émissaire du quartette (ONU, Etats-Unis, Union européenne et Russie), sont «la lutte contre les activités de contrebande entre Ghaza et l'Egypte et l'ouverture des points de passage du territoire palestinien». Au même moment, des responsables du Hamas palestinien ont été reçus par le chef du renseignement égyptien, Omar Souleimane, afin de discuter du plan de paix proposé par les autorités de son pays. Certains aspects de ce plan, élaboré conjointement avec la France, ont été rejetés par le Hamas qui avait refusé de renouveler la trêve de six mois avec l'Etat hébreu sans la levée du blocus imposé sur la bande de Ghaza depuis plusieurs mois. Par ailleurs, le général de réserve Amos Gilad, principal conseiller du ministre de la Défense israélien, Ehud Barak, devait se rendre hier au Caire. Sa visite a été reportée à une autre date. De son côté, l'Egypte se dit disposée à accepter du matériel de détection des tunnels qui, selon Israël, servent au passage des armes que le Hamas aurait introduites dans la bande de Ghaza. L'Egypte dément, toutefois, les déclarations israéliennes sur l'existence de cette contrebande, l'une des motivations de l'armée israélienne à perpétrer un génocide sur la bande de Ghaza. Le Caire refuse en revanche l'ouverture permanente du point de passage de Rafah, mettant en avant un accord de 2005 demandant la présence d'observateurs de l'Union européenne et de l'Autorité palestinienne à la frontière. Le gouvernement iranien a adopté avant-hier un projet de loi pour sanctionner les sociétés étrangères qui font des affaires avec Israël, selon la presse gouvernementale iranienne. A noter qu'Israël accuse ouvertement l'Iran de soutien logistique au Hamas et a été considéré comme un danger sur l'Etat hébreu qui a déjà sollicité l'accord de l'administration américaine de George Bush de lancer une guerre contre l'ancien empire perse. Des analystes estiment que la guerre contre le Hamas n'est qu'un prélude pour lancer une guerre contre l'Iran que les puissances occidentales soupçonnent de développer l'arme nucléaire.

L'organisation onusienne continue aussi à appeler à un cessez-le-feu immédiat dans la bande de Ghaza, théâtre d'un massacre sans précédent du peuple palestinien par la troisième puissance militaire aérienne mondiale. A noter, enfin, que la résolution adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies et que les Etats-Unis ont refusé de soutenir a été ignorée par l'Etat hébreu. D'autres délégations, allemande, chinoise et turque, ont déjà rencontré les responsables des autorités égyptiennes, devenues acteur incontournable dans cette rude bataille diplomatique. Le chef de la diplomatie espagnole, Miguel Moratinos, s'est aussi rendu au Caire, lundi 12 janvier, dans l'espoir de faire avancer les discussions et tomber sur un accord d'un cessez-le-feu immédiat. M. Moratinos, qui doit se rendre aujourd'hui mardi à Damas, doit rencontrer le chef de la diplomatie égyptienne Ahmad Aboul Gheit et le patron de la Ligue arabe, Amr Moussa. Pendant ce temps, les chefs d'Etat arabes regardent, la bouche fermée, le génocide que les soldats israéliens sont en train de perpétrer contre le peuple palestinien depuis le 27 décembre 2008.

Lyès M. /Agences

# Ghaza : plus de 900 morts

**Les attaques aériennes et terrestres de l'armée israélienne ont fait plus de 900 morts et engendré plus de 4100 blessés, depuis le début de son opération «Plomb durci» le 27 décembre 2008. Des renforts de réservistes ont été déployés hier lundi tout au long des frontières avec la bande de Ghaza. La guerre risque ainsi de s'inscrire dans une nouvelle étape, dans l'attente d'une solution diplomatique au conflit.**

**Lyès Menacer - Alger (Le Soir)** - L'agression israélienne sur les Palestiniens de la bande de Ghaza a porté le bilan des victimes humaines à plus de 900 morts.

Parmi ces morts, figurent 277 enfants, 95 femmes et 92 personnes âgées, selon le chef des services d'urgence palestinien Mouawiya Hassanein.

Plus de 3 950 Palestiniens ont, en outre, été blessés dans les attaques israéliennes depuis le début de l'offensive le 27 décembre, a-t-il ajouté, cité par l'AFP et Reuters. Au seizième jour de son invasion, l'armée israélienne continue d'avancer sur plusieurs villes de la bande de Ghaza. L'entame d'une nouvelle étape de cette guerre serait imminente, vu le nombre

impressionnant des réservistes qui sont stationnés sur les frontières avec Ghaza.

Les médias israéliens rapportaient hier que «le gouvernement hésitait jusqu'à présent à donner son feu vert à cette troisième phase, synonyme d'une escalade». La ministre des Affaires étrangères, Tzipi Livni, tout en déclarant qu'«Israël essaye seulement de défendre ses citoyens contre les tirs de roquettes du Hamas», préconise elle aussi un retrait immédiat de l'armée. La même position d'hésitation est observée chez le ministre de la Défense Ehud Barak, qui propose une «trêve garantissant aussi la contrebande d'armes par les tunnels entre Ghaza et l'Egypte». Ce n'est pas le cas chez le Premier

ministre démissionnaire, Ehud Olmert, sujet à de graves accusations dans plusieurs affaires liées à la corruption. Ce dernier se dit favorable à la poursuite de la guerre, comme cela est le cas chez le chargé de l'opération «Plomb durci», le général Yoav Galant.

D'autres chefs militaires sont aussi favorables à la poursuite des «tueries» israéliennes sur des populations désarmées de la bande de Ghaza. Par ailleurs, l'armée israélienne a annoncé dimanche qu'«à Rafah, 200 tunnels de contrebande d'armes, creusés sous la frontière entre Ghaza et l'Egypte, soit 66% de l'ensemble des souterrains, ont été bombardés».

Les raids aériens nocturnes se sont eux aussi poursuivis dans la nuit du lundi 12 janvier.

Parallèlement, des combats terrestres d'une violence inouïe ont eu lieu dans la même journée de lundi au niveau des secteurs de Jabaliya, et Beit Lahya (nord), ainsi que dans le quartier de Zeitoun à Ghaza-Ville.

Des témoins affirment que l'armée israélienne a détruit 35 maisons, suite à une incursion

terrestre près de Khan Younés (sud). Les populations sont ainsi contraintes de se réfugier dans les centres d'accueil onusiens, installés dans des écoles ou des bâtiments privés d'un minimum de moyens matériels. Le nombre de réfugiés dans ces centres est estimé à plus de 25 000 personnes.

Les ONG internationales n'ont pas cessé d'alerter l'opinion internationale sur la dégradation des conditions de vie à Ghaza où plus d'un million de personnes vivent sans électricité, tandis que 750 000 sont privées d'eau.

Les infrastructures sanitaires et hospitalières fonctionnent quant à elles grâce aux générateurs de secours.

L'entrée en action des réservistes risque d'entraîner une véritable escalade des violences sur le territoire palestinien où les 900 morts ne semblent pas encore satisfaire l'instinct génocidaire de l'Etat hébreu, dont la politique expansionniste est de plus en plus contestée, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur d'Israël.

L. M.

## REPRISE DES TRAVAUX DE L'APN

# Ghaza brise l'Alliance parlementaire

**Ghaza finit par laisser apparaître dans toute sa largeur l'échancrure qui lézarde l'Alliance présidentielle. Hier, en effet, les députés du MSP se sont bruyamment révoltés contre le président de l'Assemblée qui, régalien, refusait d'accéder à leur doléance de consacrer une séance parlementaire, celle du jour, à Ghaza.**

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)** - On a rarement vu les députés du parti islamiste défier de la manière le président de l'Assemblée populaire nationale. Il a fallu donc toute la sensibilité de la cause palestinienne pour libérer un brin de bravoure chez un parti qui ne jurait d'aucune bravade depuis qu'il a vendu son âme au pouvoir.

Il faut dire que le ton rustre de Ziari et l'argumentaire qu'il a cru bon de convoquer pour balayer la demande y étaient pour beaucoup dans cette révolte islamiste. Une révolte qui s'accomplira solidairement avec les députés du PT qui se sont autant préoccupés à réclamer une séance parlementaire spécial Ghaza.

Aussi, c'est dans un même mouvement que les deux entités parlementaires ont quitté la salle des plénières, essayant, pour ce geste, quelques déplaisantes remarques d'un député du FLN. Même s'il s'est accoutré d'un keffieh, Abdelaziz Ziari ne trouvera pas grâce aux yeux des députés du MSP et du PT qui l'ont laissé conduire un débat sans relief autour de la protection du consommateur. De même que l'annonce qu'il a faite d'une résolution parlementaire à soumettre à l'approbation de la plénière ne lui évitera pas une reprise chahutée. En effet, dès l'ouverture de la séance, les députés du MSP et du PT ont, alternativement, pris la parole pour demander à différer le débat autour des projets de loi inscrits au menu de cette session et de consacrer une plénière à Ghaza. Ce que Ziari a refusé catégoriquement, au motif, a-t-il argué, que le règlement intérieur de l'Assemblée ne le permettait pas. Mais ce qui a incon-

testablement alourdi l'atmosphère, ce sont les commentaires qu'il a osés. Des remarques du genre «aucune minorité n'imposera ses points de vue» ou «la plénière ne fonctionne pas comme un meeting» ou encore «je ne voudrais pas offrir à certains l'opportunité de culpabiliser ici le Hamas».

C'en était trop pour Menasra et Louisa Hanoune qui, suivis du reste des députés, ont quitté la salle des plénières. Ils ont déserté la plénière pendant que le député Daâdoua était convoqué au pupitre pour donner lecture à une résolution de l'APN relative à ce qui se passe à Ghaza. Une résolution applaudie par les députés du FLN et du RND et dans laquelle il est question de dénonciation de la barbarie israélienne ainsi que de l'expression d'une solidarité au peuple palestinien meurtri. Le président de l'APN a proposé, en sus, qu'une délégation parlementaire, composée des vice-présidents de l'APN, soit envoyée à Ghaza. Une proposition qui a fait sourire et Menasra et Louisa Hanoune. Ces derniers se sont, en effet, demandés comment prétendre à l'envoi d'une telle délégation à Ghaza pendant que le territoire de la bande de Ghaza est hermétiquement fermé, y compris pour l'acheminement des aides humanitaires. Pour Menasra, qui a déjà maille à partir avec Soltani, si la demande avait consisté en une séance pour «une Ouhda thalita», le président de l'Assemblée aurait vite accepté. «Il faudra libérer l'Assemblée de cette emprise qui la vide de sa prérogative», a-t-il tonné dans les couloirs de l'APN, avant de s'ébranler avec le reste des députés du parti vers l'extérieur

de l'hémicycle pour battre quelques mètres de pavé et tenir un sit-in. Les députés du PT ne les ont pas suivis à l'extérieur. Louisa Hanoune n'en finit pas d'exprimer sa colère devant les journalistes.

«Il n'est pas normal qu'il y ait des manifestations partout, même à Tel-Aviv, alors qu'Alger, où se trouvent les institutions et les représentations diplomatiques, soit interdite aux marcheurs. Ce qui est plus grave encore, c'est qu'on ne peut même plus parler au sein de l'APN», a-t-elle clamé, coléreuse. Pour elle, ces interdictions d'exprimer la solidarité au peuple palestinien ouvrent la voie à tous les dérapages. «C'est extrêmement dangereux d'ainsi interdire et le pluralisme et l'activité politique.» Rétorquant aux commentaires

de Ziari, Louisa Hanoune dira que «ce sont des prétextes inacceptables».

Et pendant un bon moment, elle jouera au chef de chœur, entonnant des slogans anti-israéliens que reprenaient à gorges déployées et les députés de son parti et ceux du MSP. Non loin de l'endroit où s'exécutait cette «partition», le député RCD, Aït Hamouda, expliquait que le groupe parlementaire du parti s'est abstenu d'applaudir la résolution de l'APN sur la Palestine.

«Nous refusons de cautionner un texte pour lequel nous n'avons pas été consultés», a-t-il affirmé, faisant remarquer que «Ziari a reçu le représentant du Hamas en Algérie, alors qu'il devait recevoir l'ambassadeur de Palestine».

S. A. I.

## Le journaliste blessé lors d'une marche à Alger bientôt transféré à l'étranger

Le journaliste du quotidien national *An-Nahar El Djadid*, Hocine Benrabia, grièvement blessé vendredi dernier à Alger, sera transféré incessamment à l'étranger, pour une prise en charge médicale spécialisée, a-t-on appris hier auprès du journal.

Le journaliste, qui couvrait une marche de solidarité avec la population palestinienne de Ghaza, avait reçu un «coup violent» à la tête, qui a nécessité son transfert à l'hôpital Mustapha-Pacha, où il avait subi une opération chirurgicale d'urgence, le lendemain de l'incident.

Le directeur du journal, Anis Rahmani, a précisé que «des démarches ont été entreprises à différents niveaux en Algérie et à l'étranger, pour permettre son transfert dans les meilleurs délais», ajoutant que l'état de santé du journaliste nécessite un traitement médical spécialisé.

Le responsable de la publication a fait savoir, par ailleurs, que deux membres du gouvernement, MM. Tayeb Louh et Azzedine Mihoubi, respectivement ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de la Communication, ont rendu visite au journaliste qui est toujours en observation au service de réanimation de l'hôpital.

Les deux responsables ont tenu à exprimer la solidarité du gouvernement

avec le journaliste blessé et sa famille, a encore fait savoir M. Rahmani, ajoutant qu'une équipe de la Protection civile se trouve toujours au service de réanimation pour apporter aide et assistance au patient en cas de besoin.